



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN

mercredi

woensdag

12-07-2006

12-07-2006

Après-midi

Namiddag

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti socialiste
sp.a-spirit	Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht
Vlaams Belang	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
DOC 51 0000/000	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	Parlementair stuk van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions ; les annexes se trouvent dans une brochure séparée (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken; de bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	séance plénière	PLEN	Plenum
COM	réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@laChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Question de M. Mohammed Boukourna au 1
ministre des Affaires étrangères sur "la situation
vécue par le peuple Mapuche du Chili" (n° 12319)
Orateurs: **Mohammed Boukourna, Didier
Donfut**, secrétaire d'État aux Affaires
européennes

INHOUD

Vraag van de heer Mohammed Boukourna aan de 1
minister van Buitenlandse Zaken over "de situatie
van het Mapuche-volk in Chili" (nr. 12319)
Sprekers: **Mohammed Boukourna, Didier
Donfut**, staatssecretaris voor Europese Zaken

COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES

du

MERCREDI 12 JUILLET 2006

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

van

WOENSDAG 12 JULI 2006

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 15.05 uur door de heer Dirk Van der Maelen, voorzitter.
La séance est ouverte à 15.05 heures par M. Dirk Van der Maelen, président.

01 Question de M. Mohammed Boukourna au ministre des Affaires étrangères sur "la situation vécue par le peuple Mapuche du Chili" (n° 12319)

01 Vraag van de heer Mohammed Boukourna aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de situatie van het Mapuche-volk in Chili" (nr. 12319)

01.01 Mohammed Boukourna (PS): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, chers collègues, je voudrais aborder le cas de ce peuple Mapuche, fort peu connu à ce stade-ci. Depuis de nombreuses années, le Chili fait office de bon élève parmi les pays d'Amérique du Sud. Son économie basée sur le modèle occidental, version libérale, est louée. Ses institutions sont désormais déclarées démocratiques par la communauté internationale et les élections précédentes ont montré que ce pays pouvait faire preuve d'innovation et d'ouverture en élisant une femme à la charge suprême.

Néanmoins, sans faire table rase de cette réalité qui recèle de nombreux points positifs et encourageants, nous sommes forcés de constater que, dans le domaine du respect des minorités, du respect de l'environnement et des droits culturels, ce pays pêche encore par quelques violations.

En effet, monsieur le secrétaire d'État, je voudrais aborder avec vous le cas d'une population du Chili soumise à un traitement qui nous inquiète. Le peuple Mapuche représente 10% de la population chilienne et fait l'objet de discriminations tant de la part des autorités que des forces économiques et des multinationales forestières. Ce peuple est victime de la déforestation de ses terres, d'exploitation de ses cultures, de pollution de l'eau et d'autres exactions. Il a essayé à maintes reprises de faire entendre sa voix et de faire appliquer les lois anti-discriminatoires censées protéger son écosystème, mais en vain.

Dans les lois, ce peuple est censé être protégé mais, dans les faits, il a été contraint de se replier sur lui-même et de survivre à cette situation précaire inacceptable. Des enfants sont aujourd'hui obligés d'arrêter leur scolarité pour subvenir aux besoins de leur famille, certains émigrent vers les villes pour trouver un emploi.

D'autres encore se réfugient dans la revendication dure de leurs droits en boycottant le travail des multinationales implantées sur leurs terres.

01.01 Mohammed Boukourna (PS): Ondanks talrijke positieve en bemoedigende ontwikkelingen worden de rechten van de minderheden, het milieu en de culturele rechten in Chili nog bedreigd.

Het Mapuche-volk, dat tien procent van de bevolking uitmaakt, wordt op alle vlakken gediscrimineerd en moet met lede ogen aanzien hoe zijn bossen worden gerooid, zijn gewassen geëxploiteerd, zijn waterlopen vervuild. Hoewel dit volk bij wet wordt beschermd, is het in de praktijk op zichzelf aangewezen. Kinderen moeten hun studies opgeven om in het onderhoud van het gezin te voorzien. Sommigen trekken naar de steden om er werk te vinden.

Anderen boycotten de activiteiten van de multinationals die hun grondgebied hebben ingenomen. Sinds 2002 worden Mapuche-leiders aangehouden op grond van een antiterrorismewet die nog door Pinochet werd ingevoerd. De rechten van de verdediging worden met de voeten getreden, evenals het recht van dit volk om op hun grondgebied te verblijven, zich mee voor het behoud van hun

Depuis 2002, les dirigeants Mapuche sont arrêtés sur la base d'une loi antiterroriste datant de l'époque du régime de Pinochet. Cette loi les condamne selon des procédures très douteuses et fort peu conformes aux règles de droit commun dont doit bénéficier tout accusé. Il semble en effet que chaque Mapuche est aujourd'hui assimilé à un terroriste par les autorités chiliennes.

Pour calmer leurs revendications, le gouvernement chilien développe des petits projets de développement dans des endroits dévastés notamment, mais ne s'attaque malheureusement pas au fond du problème, c'est-à-dire au droit de ce peuple de continuer à vivre sur ses terres, de pouvoir décider de l'affectation de ses terres, de participer à la préservation de son écosystème et de maintenir vivante sa culture, en qualité de Chiliens à part entière.

Monsieur le secrétaire d'État, je suis conscient que le Chili est un partenaire fidèle et fiable de l'Union européenne et de la Belgique, et que ce pays est même considéré par beaucoup comme un modèle de démocratie en Amérique latine. Cela dit, il semble évident que de nombreux efforts en matière de droits de l'homme doivent encore être réalisés.

Dès lors, monsieur le secrétaire d'État, je souhaiterais entendre la position de la Belgique par rapport à cette situation. Également dans le cadre des négociations des accords d'association que l'Union européenne signera avec cette région du monde, et notamment avec le Chili, pouvez-vous me dire si la Belgique veillera à ce que cette question soit mise sur la table et fasse partie des discussions de l'accord? Enfin, si tel n'était pas le cas, pouvez-vous nous dire comment la Belgique envisage de réagir face à cette situation, si toutefois la Belgique a envisagé de le faire?

01.02 **Didier Donfut**, secrétaire d'État: Monsieur le président, je voudrais remercier le collègue parlementaire pour la question qu'il vient de poser. La Belgique, de manière globale, a toujours été très attentive à ce genre de problématique. Je peux même ajouter qu'au niveau européen, ce souci est complètement partagé, puisque dans le cadre de la politique européenne de voisinage, dans les relations que nous entretenons avec l'Amérique latine et toutes les parties du monde ainsi que dans nos accords avec d'autres partenaires, nous mettons régulièrement ces thèmes en avant et essayons de les développer le plus possible.

Certes, le Chili est un pays qui récolte beaucoup de sympathie en Belgique. Il est clair que nous ne pouvons rester insensibles à ce problème de l'ethnie Mapuche. Le Chili compte plusieurs groupes de population indigène, totalisant environ 700.000 personnes, dont 90% appartiennent à cette ethnie. De manière générale, on peut dire que l'autorité ne traite pas les populations indigènes de façon substantiellement différente des autres groupes de la population. Les populations indigènes restent cependant largement marginalisées et constituent l'un des groupes les plus pauvres de la population chilienne encore aujourd'hui.

Une série de programmes gouvernementaux ont contribué à améliorer la situation de cette population sans pour autant réussir à répondre entièrement à toutes les revendications culturelles et matérielles que cette population, en fonction de son histoire, de sa

ecosystème in te zetten en hun cultuur levendig te houden.

Welk standpunt neemt België ter zake in? Zal ons land deze toestand tijdens de onderhandelingen over de associatie-overeenkomsten tussen Chili en de Europese Unie ter sprake brengen? Zo nee, zal België reageren en op welke manier?

01.02 Staatssecretaris **Didier Donfut**: België heeft deze problematiek steeds met aandacht gevolgd. Onze bekommernis wordt door de overige Europese lidstaten gedeeld.

Al mag men niet beweren dat de Chileense overheid de inheemse bevolking anders dan de rest behandelt, toch leeft deze aan de rand van de maatschappij en vormt ze een van de armste bevolkingsgroepen.

Soms nemen de eisen van deze bevolking een gewelddadige wending en breken er conflicten uit over het grondbezit. De overheid treedt streng op. Onlangs werden vier personen wegens brandstichting veroordeeld op grond van de antiterrorismewet, ook al gaat het hier niet om terroristische daden zoals wij die begrijpen. Mevrouw Bachelet, de

culture, met encore en évidence aujourd'hui. Ces revendications prennent parfois une tournure plus violente. Des conflits émergent parfois par rapport aux fermes, aux propriétés terriennes. L'on peut remarquer que les réactions des autorités, face à ces protestations, sont, à certains moments, relativement sévères. D'où votre interrogation légitime soulignée dans votre intervention.

Dans le cadre de ces conflits, des incendies volontaires sont provoqués entraînant la condamnation de personnes. Récemment, quatre personnes ont été condamnées sur la base de la loi antiterroriste, qui permet d'incriminer de tels faits, même s'ils ne constituent pas, à notre sens, des actes terroristes au sens commun tel que nous l'entendons.

Dans l'approche de cette réflexion, la nouvelle présidente du Chili, Mme Bachelet, vient de déposer un projet de loi visant à exclure les atteintes aux biens matériels de la loi antiterroriste, ce qui permettrait d'éliminer ce genre d'amalgame entre terrorisme et revendication culturelle.

Si ce projet est adopté par le Parlement chilien, les délits terroristes ne pourront être considérés comme tels que s'ils affectent la vie, l'intégrité physique, la liberté et la santé publique. Cela devrait permettre – nous l'espérons – dans ce pays qui a connu une élection politique importante, il y a quelques mois, de régler le problème tel que vous semblez le souhaiter.

En ce qui concerne vos questions quant à la position de la Belgique, sachez que le gouvernement belge, via son ambassade à Santiago, suit toujours avec beaucoup d'attention l'évolution de cette problématique Mapuche, en concertation avec les autres pays de l'Union européenne. Elle se tient prête à réagir, si cela s'avérait nécessaire; en effet, la situation là-bas revêt, selon nous, une certaine importance.

Actuellement, l'Union européenne n'envisage pas la signature d'un nouvel accord d'association avec le Chili. L'accord existant se réfère, dans plusieurs de ses dispositions, aux droits de l'homme et aux minorités endogènes. Ce genre de situation a déjà été mis en évidence dans les accords qui ont été signés. Nous tentons, par le dialogue, de pousser les politiques de ce pays à intégrer un maximum de valeurs que l'Union européenne tente de propager au maximum.

J'espère que nous pourrions assister, dans les semaines et les mois à venir, à une évolution significative de ce dossier.

Par ailleurs, monsieur le président, je voudrais vous demander d'excuser M. De Gucht dont le papa est décédé et qui m'a prié de bien vouloir le remplacer dans cette commission parlementaire.

01.03 Mohammed Boukourna (PS): Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie pour vos réponses.

Nous attendons les retombées, que nous espérons bien entendu positives, du projet de loi de Mme Bachelet. Par ailleurs, nous veillerons – c'est votre tâche et la nôtre – à l'application des dispositions relatives au respect des minorités et des cultures figurant dans les accords de coopération.

la nouvelle présidente, a déposé un projet de loi visant à exclure les atteintes aux biens matériels de la loi antiterroriste, ce qui permettrait d'éliminer ce genre d'amalgame entre terrorisme et revendication culturelle.

nouvelle présidente, heeft een wetsontwerp ingediend dat ertoe strekt de beschadiging van materiële goederen uit de antiterrorismewet te schrappen. Op die manier zou moeten kunnen worden voorkomen dat terroristische daden en culturele eisen met elkaar worden verward.

Via de ambassade in Santiago volgt de regering de ontwikkelingen op de voet en houdt ze zich klaar om in overleg met haar Europese partners te reageren.

De Unie voorziet niet in een nieuwe associatie-overeenkomst met Chili, maar in de bestaande akkoorden wordt reeds naar de mensenrechten en de inheemse volkeren verwezen. We hopen dat de toestand positief zal evolueren.

01.03 Mohammed Boukourna (PS): We zullen de positieve impact van het wetsontwerp van mevrouw Bachelet afwachten en erop toezien dat de bepalingen inzake de eerbied voor de minderheden en de culturen die in de samenwerkingsakkoorden zijn

vermeld,
toegepast.

terdege

worden

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 12189 van de heer Van den Eynde werd ingetrokken.

*Le développement des questions et interpellations se termine à 15.14 heures.
De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 15.14 uur.*